



TABLES RONDES

Le réchauffement climatique secondaire aux activités humaines depuis 30 ans s'accélère. Cela majore les épisodes de sécheresse et accentue la pluviométrie. Les épisodes de sécheresse diminuent les débits des fleuves et rivières, altèrent les volumes et la qualité des aquifères (nappes phréatiques), et majorent leurs pollutions. Les effets du réchauffement climatique sont multiples :

- Disponibilité des ressources en eau
- Qualité de l'eau -Diminution des Zones Humides
- Alteration de la biodiversité terrestre et aquatique
- Bouleversement de l'agriculture, de la sylviculture et des forêts de la pêche mer et rivière
- Qualité de vie dans les cités
- Energétiques (limitation énergie hydraulique)
- Production industrielle, Etc

Les problématiques liées à l'eau deviennent de plus en plus importantes nécessitant de repenser entièrement ses usages. Voix Publiques a choisi avec Mendès France d'explorer 3 thèmes dans ces soirées débat dont le premier sera [accessible aux personnes utilisant la langue des signes](#).

**« La réutilisation d'eau, le Reut ou Reuse : Projet d'avenir face à la raréfaction de la ressource ? »
Avec Bernard Legube, Frédérique Nakache-Danglot, Olivier Chermeux, Olivier Raynard**

Mardi 25 mars 2025, 18h00

Inscription conseillée sur : emf.fr/billetterie **Espace Mendès France, 48 rue Jean Jaurès, Poitiers**



Traduction LSF

Avec - **Pr Legube** : Animateur Pr Emérite de l'Université de Poitiers - Laboratoire IC2MP - Ensi Poitiers, Président du conseil scientifique du bassin et de l'agence de l'eau Adour Garonne Administrateur Acclima Terra Nouvelle Aquitaine

- **Me Nakacche Danglot** : Référente technique et exploitation au sein du Groupe SAUR (Société d'aménagement urbain et rural). Experte au sein d'entités nationales comme le COSE Jourdain Vendée
- **Mr Chermeux** : Directeur de projet Egis group Nantes. Egis group intervient une fois le projet conçu. Mr Chermeux détaillera son rôle, la mise en œuvre du projet, l'étude de faisabilité et les difficultés par rapport à la réglementation.

- **Olivier Raynard** : Directeur de l'Agence de l'eau Loire Bretagne AELB. Il pourra répondre aux questions et détailler les fonctions de l'AELB pour améliorer la qualité et la fonctionnalité des milieux aquatiques des zones humides et de la biodiversité. Il développera le rôle d'accompagnement de l'Agence de l'eau Loire Bretagne pour ses projets Reuse-Reut

La réutilisation d'eau le Reut ou Reuse : Projet d'avenir à la raréfaction de la ressource ?

Cette nouvelle technique de réutilisation de l'eau en sortie de station d'épuration est en voie de développement en Europe et dans le monde car le problème de la ressource en eau est planétaire et se pose avec beaucoup plus d'acuité sur les régions tropicales. La ressource n'est pas en tension de façon uniforme sur les territoires. Les territoires possédant de grandes nappes phréatiques sont à ce jour moins impactés que les territoires puisant la majorité de leur volume de consommation dans les cours d'eau. Certaines villes européennes ont développé ces techniques telle Barcelone qui l'été se trouve en déficit hydrique nécessitant d'importer l'eau par tankers. Les autorités européennes ont bien conscience de ces dramatiques déficits hydriques, mais les problématiques sanitaires et de santé publique imposent cette phase expérimentale pour élaborer un cadre réglementaire à ces techniques de réutilisation.

Nos intervenants vont détailler les différentes situations, aborder les différentes techniques de filtration, de microfiltration membranaire, d'épuration de l'eau, les différentes voies de recueil de cette eau purifiée qui peut être réinjectée en cours d'eau, en nappes ou utilisée en usage de nettoyage urbain ou usage agricole. Les problématiques sanitaires seront abordées ainsi que les nouvelles directives européennes et nationales. Les réalisations en fonctionnement et celles en cours de développement en Europe, en France et particulièrement en Vendée seront évoquées. Les limites de cette technique liées aussi à la raréfaction de la ressource seront présentées.

A la fin des exposés, l'auditoire pourra enfin dialoguer avec participants à la table ronde.

« Les inondations, premier risque naturel en France ! »

Avec **Bernard Legube, Fabien Blaize, Jean-Hugues Juillard, Karim Lapp**

Mardi 25 mars 2025, 20h30

Inscription conseillée sur : emf.fr/billetterie Espace Mendès France, 48 rue Jean Jaurès, Poitiers



Avec **Pr Legube** : Animateur Pr Emérite de l'Université de Poitiers - Laboratoire IC2MP-Ensi Poitiers
Président du conseil scientifique du bassin et de l'agence de l'eau Adour Garonne
Administrateur Acclima Terra Nouvelle Aquitaine

- **Fabien Blaize** : Responsable du secteur Vienne aval-Clain Antenne de Poitiers au sein de l'EPTB (Etablissement Public Territorial). Il pilote au sein de ce secteur des projets complexes associant de multiples acteurs. Il détaillera les projets visant à démontrer que les solutions fondées sur la nature peuvent être des solutions robustes.
- **Jean Hugues Juillard** : Directeur de projet, Egis Group Limoges. Il détaillera son rôle, la mise en œuvre de projets, l'étude de faisabilité et les difficultés techniques et réglementaires.
- **Karim LAPP** : Grand Poitiers Chef de mission - direction Générale des Services Prévention, Gestion des Crises et Résilience. Il exposera comment Grand Poitiers participe très activement au Papi Vienne Clain (programme d'action de prévention des inondations) géré

par l'EPTB Vienne aval-Clain pour mettre en œuvre la stratégie de prévention des inondations.

Le réchauffement climatique de ces trente dernières années est à ce jour bien documenté par les 782 chercheurs bénévoles du GIEC (de 195 pays, nommés par l'ONU et auteurs de 66 000 études scientifiques concordantes). Ce réchauffement a pour conséquence les récentes et dramatiques inondations vécues en Europe : Espagne (Valence), en France, en Allemagne et en Belgique. La fréquence des épisodes diluviens va se majorer, les précipitations décennales auront lieu tous les 4 ans, les vicennales tous les 7 ans ... En France près de 18 millions de personnes (1/4 de la population) y sont exposées, et 9 millions d'emploi. 20 000 communes sont répertoriées à risque. Les inondations et le coût sociétal : les compagnies d'assurance analysant le réchauffement climatique en France annoncent que d'ici 2050 les inondations seront le principal risque pour les Français. En sus du risque économique les traumatismes sont parfois sévères pour la population 222 morts à Valence Espagne (2024), 190 morts en Allemagne et en Belgique (2021), 46 morts à Vaison la Romaine (1992), 27 morts à Draguignan (2010). Prévenir et se protéger contre ce premier risque naturel est un enjeu majeur. On détaillera toutes les actions, les décisions qui vont permettre à nos territoires de limiter les impacts parfois dramatiques et toujours terriblement coûteux des inondations. Un euro investi dans la prévention des inondations permet d'éviter 3 euros de dommages et jusqu'à 8 euros si on intègre l'effet de levier des financements locaux..... Les investissements locaux seront exposés, le Papi Vienne Clain (Programme d'Action de Prévention des Inondations Vienne-Clain) : 6,4 millions d'euros portés par l'état 56%, l'Europe 14%, l'Agence de l'eau 3% et les porteurs de projets publics.

« Qualité des eaux, Quantité des eaux et eaux de baignade »

Avec **Bernard Legube**, **Laurent Moulin**

Jeudi 27 mars 2025, 20h30

Inscription conseillée sur : emf.fr/billetterie **Espace Mendès France, 48 rue Jean Jaurès, Poitiers**



Avec **Pr Legube** : Animateur Pr Emérite de l'Université de Poitiers - Laboratoire IC2MP-Ensi Poitiers
Président du conseil scientifique du bassin et de l'agence de l'eau Adour Garonne
Administrateur Acclima Terra Nouvelle Aquitaine

- **Laurent Moulin** : Directeur du laboratoire d'analyse Eau de Grand Paris, Membre d'Obepine (Observatoire épidémiologique dans les eaux usées) consortium créé en 2021 de laboratoires de recherche en virologie, microbiologie, mathématiques appliquées, hydrologie, après avoir prouvé l'utilité du dépistage SARs Cov2 dans les eaux usées.

Les eaux de baignade : Des JO de Paris 2024 au bassin de Tison et autres projets.

Ce thème a été mis sous les projecteurs médiatiques à l'occasion des JO de Paris 2024. Ce projet de grande taille, particulièrement complexe (1.6 Milliards d'euros) a pu aboutir, en garantissant un suspense jusqu'au départ des épreuves de natation du triathlon des JO sous les caméras de télévision du monde entier. L'amélioration de la qualité de l'eau de la Seine ne profite pas

uniquement à la maire de Paris, Anne Hidalgo, qui a pu s'offrir un plongeon dans le fleuve en juillet 2024, ni aux athlètes des Jeux olympiques et paralympiques. Les prélèvements d'ADN environnemental (ADNe) montrent désormais la réapparition d'espèces (poissons et invertébrés) dans la Seine confirmant les progrès réalisés dans la protection du milieu. Ce thème n'est pas anecdotique, il démontre que la dégradation des milieux n'est pas inéluctable et que ce succès technique et scientifique est pérenne. La baignade s'effectuait dans tous nos cours d'eau, la première piscine (La Ganterie) date des années soixante. De nos jours, il existe encore des baignades auxquelles les poitevins sont très attachés dans le Clain, la Vienne, la Vonne et la Creuse.